

Un an de guerre en Irak : Une guerre préventive inutile et contre-productive

par *Caroline Pailhe*, Chargée de recherche au GRIP

Pour plus d'informations, voir Caroline Pailhe :

Bilan d'un an de guerre en Irak - Analyse des coûts et des éléments déclenchants
Les Rapports du GRIP 2004/2, 15 mars 2004.

A. Un premier bilan

1. Un an après le lancement des offensives contre l'Irak par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, de manière unilatérale et en contradiction avec le droit international, on se rend compte que les justifications avancées par les gouvernements américains et britanniques reposaient davantage sur des convictions profondes que sur des éléments concrets :
 - D'abord, la guerre allait, après 10 ans d'échec, enfin désarmer Saddam Hussein. Des doutes persistaient en effet en 2002 quant aux armes de destruction massive et aux programmes d'armements développés en Irak. Mais de ces doutes, Londres et Washington ont construit de toutes pièces une terrible menace pour la sécurité internationale, une menace qu'il fallait éradiquer par la manière forte et immédiatement. Or, depuis la présence américano-britannique en Irak, aucune arme ni programme biologique, chimique ou nucléaire n'a été trouvé. Contrairement aux dires de Washington, il est clair aujourd'hui que le régime d'inspections, qui était présent en Irak entre 1991 et 1998 et entre novembre 2002 et mars 2003, a mené à bien sa mission de dissuasion. Grâce à cette initiative menée dans le cadre des Nations unies, l'Irak n'a pas pu réarmé et a détruit ses capacités non-conventionnelles.
 - Deuxièmement, il s'agissait de diminuer la menace terroriste, l'Irak entretenant des liens avec Al-Qaïda. Déjà avant la guerre, ces liens ne convainquaient pas les meilleurs spécialistes du terrorisme ni les services de renseignements. Mais depuis mars 2003, aucun élément concret n'est venu corroborer cette thèse. Par ailleurs, l'offensive américaine se révèle, sur le plan de la lutte contre le terrorisme, totalement contre productive. En s'attaquant à l'Irak au nom de cette lutte, les Etats-Unis ont opéré une diversion de taille dans les objectifs qu'ils s'étaient assignés. Non seulement la guerre en Irak a créé un nouveau front pour les terroristes internationaux, pour qui ce pays sous occupation agit désormais comme un véritable aimant, mais les activités terroristes continuent de se développer de plus belle, comme le montrent de façon effroyable les derniers attentats de Madrid, qui interviennent en réponse au soutien de l'Espagne à la campagne militaire américaine. De manière générale, la guerre a en effet accru le ressentiment anti-américain dans le monde ainsi qu'un sentiment d'injustice et de rancœur face à la guerre, qui alimentent le terrorisme international.
 - Le troisième objectif – le plus facile – a été atteint : Saddam Hussein a été renversé, et avec lui a disparu un régime brutal et sanguinaire. Mais la reconstruction de l'Irak, tant politique qu'économique, par les forces occupantes reste un vœu pieux. Le pays n'est pas sécurisé, le marché de la reconstruction est fermé et opaque, et peu d'avancées concrètes sont observables sur le terrain. Le processus de transition démocratique reste chaotique, incertain et déconnecté des populations. Très optimistes avant la guerre, les Etats-Unis pensaient pouvoir transformer et réformer en profondeur la société irakienne. Mais devant l'immensité

de la tâche et en pleine année électorale, ils semblent aujourd'hui privilégier un retrait rapide du pays, dont la première étape est la passation de pouvoir à un gouvernement provisoire irakien, le 30 juin 2004. Le pays aura cependant du mal à digérer un tel bouleversement en ces quelques mois et c'est vraisemblablement un pays à moitié reconstruit que les Américains laisseront derrière eux.

- Enfin, le « remodelage » du Moyen-Orient qui devait se faire en chaîne, par un « effet domino », à partir de l'exemple de l'Irak, est lui aussi compromis. D'abord, le manque de volonté des Etats-Unis de s'engager activement à mettre un terme au conflit israélo-palestinien symbolise trop bien, dans la région, la politique américaine des « deux poids deux mesures » vis-à-vis des pays arabes et musulmans. Même si les promesses de « libération » font, à juste titre, rêver les populations, personne n'est dupe de la politique américaine, jugée impérialiste et interventionniste et qui a toujours soutenu les régimes les plus autocrates en phase avec leurs intérêts. Depuis l'occupation de l'Irak, ces reproches s'accroissent. Si l'Irak occupé est devenu aujourd'hui un exemple, ce n'est pas celui de la « démocratie » ni de la « liberté » ; c'est celui de cette volonté impériale américaine qui non seulement s'impose de l'extérieur mais, de plus, par l'usage brutal de la force.
- 3. Ces quatre vues de l'esprit développées par Londres et Washington ont suffi en mars 2003 à légitimer une guerre qui, sur le terrain, loin des discours aux accents messianiques de la Maison-Blanche, a entraîné, depuis mars 2003, la mort d'environ 650 soldats de la coalition et entre 8.000 et 10.000 civils irakiens.
- 4. Pour éradiquer une menace inexistante et au nom de la lutte contre le terrorisme, les Etats-Unis ont dépensé au bas mot 70 milliards USD sur 12 mois de guerre pour des chimères. Malgré toutes les démonstrations de force américaines, Ousama Ben Laden, leader d'Al-Qaïda et instigateur des attentats du 11 septembre 2001, reste introuvable et le terrorisme ne faiblit pas.
- 5. Sur le plan international, les dommages collatéraux de l'offensive américaine en Irak vis-à-vis du système international basé sur un multilatéralisme patiemment mis en place depuis la Deuxième Guerre mondiale et qui aurait pu révéler toutes ses promesses depuis la chute du Mur de Berlin sont énormes. L'onde de choc est encore palpable, tant en ce qui concerne la fracture transatlantique à l'OTAN, la division européenne entre la « vieille » et la « nouvelle » Europe qu'au niveau des Nations unies.

B. Les leçons à tirer

1. La dissuasion a fonctionné

Le président Bush suggérait qu'en « douze ans de diplomatie », « les efforts pacifiques visant à désarmer l'Irak ont tous échoué les uns après les autres » [1]. Rien n'est moins faux. L'absence d'éléments démontrant que l'Irak n'a pas relancé ses programmes d'armes de destruction massive durant les quatre années où les inspections de l'UNSCOM étaient suspendues sont au contraire le signe que le système international a réussi à endiguer le régime irakien.

Aucune des mesures ne fonctionna exactement comme prévu et toutes rencontrèrent de la résistance. Mais elles apparaissent aujourd'hui comme relativement efficaces, puisqu'elles ont anéanti toute possibilité pour Saddam Hussein de reconstruire des armes de destruction massive.

Les sanctions sont loin d'être un outil parfait. Elles touchent des civils innocents, nécessitent une application internationale sans faille et fonctionnent mieux quand elles sont soutenues par un régime d'inspections. Mais dans de bonnes conditions, elles offrent très certainement une alternative efficace au recours à la force qui, c'est aujourd'hui plus clair que jamais, ne devrait être employé qu'en dernier recours.

Comme le soulignait David Kay après la remise de son rapport intérimaire, « lors d'environ 300 interviews de scientifiques, d'ingénieurs et de représentants de l'administration irakiens, nous avons été surpris de voir combien ils faisaient référence à l'impact des sanctions – réel et perçu – pour expliquer le comportement du régime de Saddam Hussein ». Et de conclure qu'il serait « nécessaire

de réévaluer ce que nombre d'entre nous pensaient au sujet de l'impact des sanctions aux cours de toutes ces années » ^[2].

2. Les inspections de l'UNMOVIC (2002-2003) et celle de l'UNSCOM (1991-1998) étaient efficaces

Les évaluations des missions d'inspection internationales, tant de l'UNSCOM en 1998 que de l'UNMOVIC en 2003, sont très proches des résultats des investigations menées sur le terrain après la guerre par les équipes des forces occupantes alors que celles-ci ont pu opérer en « territoire conquis ». La conclusion est donc irrévocable : les inspections ont pu contenir les programmes irakiens de développement d'armes de destruction massive au cours d'une décennie ^[3].

3. Il y avait une alternative à la guerre, coûteuse et menée sans soutien international

Le choix posé à la communauté internationale n'a donc jamais été entre le recours à la force et la passivité, comme le laissaient entendre les partisans de la manière forte.

Il était en effet possible de :

1. Permettre aux inspections de l'AIEA et de l'UNMOVIC de continuer leur travail d'inspections jusqu'à ce que les recherches et les analyses inspirent suffisamment confiance pour conclure que les programmes d'armement irakien ont été examinés en détails et démantelés.
2. Démarrer un programme drastique d' « inspections coercitives » en renforçant le nombre d'inspecteurs, soutenus par l'instauration de zones sans survol aérien et de zones sans mouvements, comme l'ont proposé quelques semaines avant la guerre la France, l'Allemagne et la Russie ^[4]

Cette alternative était par ailleurs nettement moins coûteuse, financièrement et en vies humaines. Les opérations militaires et l'occupation de l'Irak jusqu'en mars 2004 avoisineraient selon les chiffres officiels les 70 milliards USD, alors que budget annuel de l'UNMOVIC était d'environ 60 millions USD, soit 1.000 fois moins.

C. Des pistes pour l'avenir

1. En matière de lutte contre la prolifération

- Sur base des éléments qui ont été découverts en Irak, il est clair que les dimensions et l'urgence de la menace posée par les ADM irakiennes était largement surestimée. La logique et les éléments disponibles suggèrent que la probabilité que Saddam Hussein donne des ADM à des terroristes a également été exagérée par les gouvernements américains et britanniques. Par ailleurs, le sentiment que la dissuasion ne pouvait pas être utilisée de manière efficace contre l'Irak était infondée. S'ils veulent retrouver un minimum de crédibilité non seulement en Irak mais aussi sur la scène internationale, Londres et Washington ont maintenant un devoir de transparence face aux opinions publiques. Il faut que les deux gouvernements reconnaissent leurs erreurs dans la gestion de la crise.

Aussi bien au Royaume-Uni qu'aux Etats-Unis, la finalité des commissions d'enquête mises en place sous la pression politique et de l'opinion publique laisse déjà augurer qu'il s'agit davantage de court-circuiter les critiques que de faire la lumière sur les justifications de l'entrée en guerre. Analyser simplement les informations fournies par les services de renseignements ne fera que stigmatiser et mettre au pilori un bouc émissaire tout désigné. Il faudra laisser travailler des commissions d'enquête indépendantes, en dehors de toute pression politique afin d'expliquer comment les jugements sur l'Irak ont pu être aussi fallacieux.

- Il serait nécessaire, ensuite, de réexaminer la doctrine de la guerre préventive et de l'usage de la force dans la lutte contre la prolifération des ADM. L'usage de la force n'est pas un

moyen ultime de désarmer un pays ou, tout au moins, d'anéantir son arsenal. Le pays est certes décapité mais au moins trois risques importants liés aux ADM demeurent : (1) perte de contrôle de l'arsenal après la chute du régime ; (2) fuite des scientifiques et des ingénieurs ayant participé à la fabrication des ADM qui par peur ou survie économique, peuvent proposer leurs services à d'autres proliférateurs, voire à des groupes terroristes et (3) envoyer de mauvais signaux aux autres gouvernements que seules les armes nucléaires peuvent prémunir d'une invasion étrangère et que jouer le jeu de la transparence ne sert à rien.

- Il est plus rentable, pour combattre la prolifération, de soutenir des solutions multilatérales et internationales basées sur le droit international. L'expérience de l'Irak, ainsi que les développements en Corée du Nord et en Iran, au Pakistan, en Libye, démontrent qu'il est impératif de développer une coopération internationale plus étroite et plus volontariste afin d'appliquer les normes et les règles visant à prévenir la prolifération des ADM et enjoindre les Etats qui ne les respectent pas à le faire.
- Face à l'onde de choc provoquée par la guerre en Irak, il sera nécessaire, dans les années à venir, de renforcer – voire réinventer – le régime global de non-prolifération. Pour ce faire, tous les Etats proliférants, quels qu'ils soient, doivent impérativement, eux aussi, considérer leurs propres arsenaux. La sécurité internationale à long terme, également pour les Etats-Unis, sera davantage renforcée par des normes définies de manière multilatérale plutôt qu'unilatérale.

2. *En matière de lutte contre le terrorisme*

- Les Etats-Unis se sont trompés de cible en attaquant l'Irak, mais aussi de méthode. Le terrorisme ne peut être combattu par la seule répression et sûrement pas par des bombardements massifs et aveugles. D'abord, parce que cela revient à utiliser les mêmes armes que les terroristes et, dans cette confrontation brutale entre les Etats-Unis et Al-Qaida, à attiser les théories d'un choc entre civilisations, qui nourrissent un terrible cercle vicieux, celui de la spirale infernale de la répression et de la contre-répression, que l'on connaît trop bien pour le voir à l'œuvre tous les jours dans le conflit israélo-palestinien. La lutte contre le terrorisme, à court terme, doit d'inscrire strictement dans le droit et le respect de celui-ci.
- A plus long terme, et sans justifier ces actes terribles ni céder au chantage, il faut se donner la peine d'examiner les revendications exprimées afin d'en saisir les causes profondes et tenter d'y remédier dans une approche davantage préventive. Il faut en effet, comme le rappelait Malek Chebel, prendre le temps de « réfléchir à la marche du monde, notamment au plan économique » et y déceler les inégalités, les injustices, les arrogances aussi, qui nourrissent la rancœur et le terreau du terrorisme international [5] .

3. *En ce qui concerne le Moyen-Orient*

- Les populations de la région espèrent depuis trop longtemps un changement politique qui pourrait se traduire concrètement par une amélioration de la vie quotidienne. Le fait que certains en arrivent à souhaiter une intervention américaine est le résultat d'appels au secours trop longtemps ignorés. L'usage de la force est pourtant loin d'être la panacée pour arriver à ce but. Car comme le montre l'Irak, une intervention militaire provoque un bouleversement difficile à digérer. Il est donc grand temps que les défenseurs de la manière forte rejettent l'idée qu'il est possible d'instaurer la liberté et la démocratie par les bombes ou que la liberté et la démocratie peuvent s'instaurer de l'extérieur.

La démocratisation de la région ne peut être qu'un processus complexe, essentiellement issu d'une évolution interne. De l'extérieur, cela nécessite de la part de la communauté internationale, et de la part de l'Union européenne en particulier, une politique déterminée et sur le long terme, basée sur le dialogue politique et culturel, l'aide économique et l'égalité des échanges, dans le respect des différences sociétales, des histoires nationales et des asymétries culturelles.

- Il est également grand temps, dans la foulée de la guerre en Irak, d'envisager de manière déterminée le désarmement des pays du Moyen-Orient de manière régionale, en se référant à l'article 14 de la résolution 687 du Conseil de sécurité du 3 avril 1991, relative à la neutralisation des armes biologiques et chimiques de l'Irak, selon lequel « que les mesures que doit prendre l'Irak en application des paragraphes 8 à 13 [de la présente résolution] s'inscrivent dans une démarche dont les objectifs sont de créer au Moyen-Orient une zone exempte d'armes de destruction massive et de tous missiles vecteurs ainsi que de parvenir à une interdiction générale des armes chimiques » [6] .

La maîtrise des armements au niveau régional devrait être une priorité pour la communauté internationale et ce, dans le cadre du processus de paix israélo-palestinien. Telle est la tâche à laquelle l'Union européenne devrait s'atteler de toute urgence.

[1] George W. Bush, « Address on Iraq », discours prononcé à Cincinnati, Ohio, 7 octobre 2002.

[2] Ken Firemen, « Iraq Weapons Debate », *Newsday*, 26 octobre 2003.

[3] Voir Michel Wéry, *Les inspections de l'ONU : une solution à la crise irakienne ?*, Note d'analyse, GRIP, 14 février 2003.

[4] Mémoire franco-germano-russe sur l'Irak soumis au Conseil de sécurité, le 24 février 2003.

[5] Interviewé par Gérald Papy dans *La Libre Belgique*, 15 mars 2004.

[6] Résolution du 3 avril 1991, document des Nations unies S/RES/687 (1991).



Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

Copyright © GRIP - Bruxelles/Brussels, 2003 - Webmaster

La reproduction des informations contenues sur ce site est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et du nom de l'auteur.

Reproduction of information from this site is authorised, except for commercial purposes, provided the source and the name of the author are acknowledged.